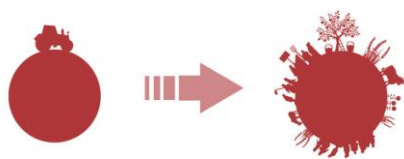


## Campagne 2013-2014



**« Changer d'agriculture et d'alimentation, pour le droit à l'alimentation »**

En 2012, 870 millions de personnes souffrent de la faim, autant qu'en en 1970 et 1400 millions sont en surpoids. Les premières victimes de la faim sont les paysans et les premières victimes de surpoids sont les pauvres. Ce monde est absurde.

Le monde produit 1,5 fois plus de nourriture qu'il n'en faut pour nourrir tout le monde de manière adéquate, mais un tiers de la nourriture est perdu ou gaspillé. Les femmes produisent la majorité de l'alimentation et n'ont quasi pas d'accès à la terre. 30 millions d'hectares de surfaces cultivables sont perdus, chaque année, du fait de l'érosion, la désertification, l'urbanisation, les monocultures, la salinisation et de l'industrialisation soit l'équivalent de 10 fois la Belgique. Pendant que les paysans du nord et du sud étaient en pleine crise, les multinationales de l'agroalimentaire ont augmenté leurs profits de 40 à 140%. Les spéculateurs prétendent limiter la volatilité mais depuis qu'ils sont actifs sur les marchés agricoles, la volatilité des prix agricoles a explosée et la spéculation sur les fonds indiciels a été multipliée par 20 en 5 ans. Le changement climatique frappe beaucoup plus fortement les agriculteurs des pays qui n'y ont pas contribué. On brevète quelques semences alors que la perte de biodiversité signifie la disparition 26.000 espèces chaque année. Les entreprises agro-industrielles les plus puissantes accaparent les terres pour nourrir le monde et pour cela chassent les paysans de leurs terres. Ce système agroalimentaire est absurde !

### **Transition**

Produire plus n'est pas la première réponse à la crise alimentaire, Il faut changer de modèle agricole et alimentaire, garantir le droit à l'alimentation et appliquer la souveraineté alimentaire. Pour cela il est nécessaire d'entamer la transition vers un système alimentaire durable, mettant au centre l'agroécologie et l'agriculture familiale. Cette transition implique de stopper tout de suite les menaces qui pèsent sur l'agriculture familiale, les consommateurs et l'environnement mais aussi de soutenir la transition vers l'agroécologie. Pour cela il faut mettre en place des politiques agricoles, alimentaires et financières fortes.

Stopper les menaces signifie qu'il faut empêcher production d'agrocarburants avec des produits agricoles, empêcher la spéculation financière sur les produits agricoles, empêcher l'accaparement des terres fertiles par les entreprises multinationales, empêcher la concentration de secteur important de l'agriculture et de l'alimentation, enfin mettre fin au changement climatique. Il faut modifier les règles du commerce international qui limite la capacité des Etats à protéger, soutenir leur agriculture et garantir le droit à l'alimentation à tous ainsi que des prix stables et rémunérateurs aux producteurs. Enfin il faut mettre fin au gaspillage et aux pertes alimentaire et modifier le mode de consommation des pays les plus polluant pour limiter le réchauffement climatique.

La transition vers l'agroécologie permettra de créer et préserver des emplois dans l'agriculture, de limiter la dépendance au pétrole et engrais non renouvelables. Elle permettra à l'agriculture de répondre aux attentes des citoyens tout en limitant la possibilité de concentration du secteur. Elle implique de changer les modes de consommation et la recherche agricole. Elle assumera l'augmentation des prix de l'alimentation parce qu'elle assurera des revenus décents aux agriculteurs et en évitant de faire peser sur l'ensemble de la population la destruction de l'environnement et les menaces sur la santé. Cette transition se basera sur le droit à l'alimentation et la répartition équitable des ressources naturelles. Elle sera associée à des politiques d'éradication de la pauvreté en l'associant à la mise en place de sécurité sociale et de travail décent assurant l'accès à la nourriture pour les populations les plus défavorisées.

## Les revendications :

### Réguler la finance

- **Restreindre les marchés** agricoles et les produits financiers liés à l'alimentation aux vendeurs et acheteurs réels de biens alimentaires. Imposer la transparence sur les activités et position prise par ces acteurs.
- **Imposer des limites de position** à tous les acteurs afin d'éviter les manipulations des cours à des fins spéculatives. Les investisseurs actifs sur les marchés de matières premières doivent assurer la pleine transparence sur leurs activités et positions. La transparence est la première étape pour une bonne réglementation.
- **Interdire les fonds indiciels** basés sur les marchés agricoles

### D'abord nourrir

- **Stopper le soutien à la production d'agrocarburants** liée au sol qui menace le droit à l'alimentation et mettre la priorité sur la réduction de la consommation de carburants.
- **Mettre en œuvre un accord climat** contraignant qui prévoit la réduction des émissions, le soutien à l'adaptation et des incitants aux pratiques agricoles durables.
- **Prendre en compte toutes les émissions** de gaz à effet de serre causées par les agrocarburants, même si elles sont causées par les changements indirects d'affectation des sols et imposer le respect du droit à l'alimentation, du droit à un travail décent, du droit à l'eau et du droit à la terre au travers de critères de durabilité.

### Assurer l'accès à la terre

- **Contrôler les activités des institutions financières et des multinationales** pour qu'aucun produit financier ne menace le droit à l'alimentation et l'accès à la terre
- **Mettre en œuvre les directives volontaires** sur la gouvernance foncière dans toutes les politiques qui favorisent les acquisitions de terre à grande échelle, y compris, les politiques de coopération mais aussi les entreprises belges ou établies en Belgique actives dans les acquisitions à grande échelle.

### Réguler le commerce

- **Revoir les politiques commerciales et d'investissement** afin qu'elles ne limitent pas la capacité d'un Etat à assurer sa souveraineté alimentaire (ex. droit à la protection, prix stables et rémunérateurs) et son droit à l'alimentation. Pour atteindre la droit à l'alimentation, la coopération internationale doit être renforcée pour réguler les marchés (ex. politiques de réserves alimentaires, de restriction aux exportations, de concentration) et éviter le dumping économique, social ou environnemental.

### Politique agricole et alimentaire

- **Financer un programme** de transition qui favorise l'agriculture durable, familiale et spécifiquement agro-écologique. Ce programme doit financer la conversion en tenant compte de la réalité de l'endettement de nombreux agriculteurs et être élaboré en association avec les organisations agricoles.
- **Lutter contre le gaspillage** en allant au-delà des campagnes de sensibilisation du consommateur mais en régulant le secteur de la transformation et de la distribution
- **S'attaquer à la concentration** et la redistribution du pouvoir dans les chaînes alimentaire en soutenant l'organisation des producteurs et les circuits alternatifs.
- **Réutiliser les outils de régulation** de la production agricole qui garantissent des prix rémunérateur et stabilise les cours entre autre par l'utilisation de stocks publics de stabilisation gérés en concertation avec les organisations paysannes.
- **Renforcer les politiques de sécurité sociale**, de redistribution des richesses et du travail pour permettre aux populations pauvres d'avoir des revenus minimaux et faire face aux impacts de crises alimentaires, économiques, environnementales ou climatiques